

Communes de

**FROMERÉVILLE-LES-VALLONS,
NIXÉVILLE-BLERCOURT et VERDUN**

**Plan de Prévention
des Risques Technologiques
INEOS ENTERPRISES SAS**

RÈGLEMENT

PRESCRIPTION : arrêté préfectoral du 31 décembre 2010,
prorogé par arrêté préfectoral du 26 avril 2012,
prorogé par arrêté préfectoral du 24 décembre 2013,
prorogé par arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2015,
prorogé par arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2016.

Vu pour être annexé à mon arrêté
n° :
du :

À Bar-le-Duc, le :

La Préfète,
Muriel NGUYEN

Historique des versions du document :

Version	Date	Auteur(s)	Commentaires
1.0	3 juin 2013	F. ROLLIN	Version martyr servant de base aux discussions POA des 19 juin 2013, 20 février et 6 novembre 2014.
2.0	30 janvier 2015	F. ROLLIN	Version projet suite aux décisions prises par la POA du 6 novembre 2014.
2.1	4 janvier 2016	F. ROLLIN	Version projet suite à l'Ordonnance n° 2015-1324 du 22 octobre 2015 relative aux PPRT.
3	8 novembre 2016	F. ROLLIN	Version projet suite aux observations faites lors de la mise à disposition du public et des POA.

Dans la suite du présent règlement, l'entreprise à l'origine du risque "INEOS ENTERPRISES SAS" est désignée comme "INEOS".

**VERSION
PROJET**

Table des matières

Titre I : PORTÉE DU PPRT – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
Chapitre I - Champ d'application et objet du PPRT.....	5
Article 1 - Le champ d'application.....	5
Article 2 - La portée des dispositions.....	5
Article 3 - Les principes de réglementation.....	5
Article 4 - Le règlement et les recommandations.....	5
Chapitre II - Application et mise en œuvre du PPRT.....	6
Article 1 - Les effets du PPRT.....	6
Article 2 - Les conditions de mise en œuvre des mesures foncières.....	6
Article 3 - Les responsabilités et les infractions attachées aux PPRT.....	6
Article 4 - Révision du PPRT.....	6
Chapitre III - Définitions.....	7
Titre II : RÉGLEMENTATION DES PROJETS.....	10
Chapitre I - Dispositions applicables à toutes les zones de type « R », « r » et « B ».....	10
Article 1 - Définition d'un projet.....	10
Article 2 - Prescription d'une étude préalable.....	10
Chapitre II - DISPOSITIONS APPLICABLES aux zones d'interdiction stricte de type « R » : zone d'aléa TF+ et TF.....	10
Section 1 - Dispositions régissant les projets nouveaux en zones de type « R ».....	10
Article 1 - Projets interdits en zone R.....	10
Article 2 - Projets autorisés sous conditions en zone R.....	10
Article 3 - Dispositions constructives à respecter (prescriptions) en zone R.....	11
Article 4 - Conditions d'utilisation en zones R.....	11
Article 5 - Conditions d'exploitation en zones R.....	11
Section 2 - Dispositions régissant les projets concernant les biens et activités existants en zone R.....	11
Article 1 - Projets sur biens existants interdits en zone R.....	11
Article 2 - Projets sur biens existants autorisés sous conditions en zone R.....	12
Article 3 - Dispositions constructives à respecter (prescriptions) en zones R.....	12
Article 4 - Conditions d'utilisation en zones R.....	13
Article 5 - Conditions d'exploitation en zones R.....	13
Chapitre III - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES D'INTERDICTION DE TYPE « r » (r1, r2 et r3) : zones d'aléa F+ et F.....	13
Section 1 - Dispositions régissant les projets nouveaux en zones r.....	13
Article 1 - Projets nouveaux interdits en zones r.....	13
Article 2 - Projets nouveaux autorisés sous conditions en zones r.....	13
Article 3 - Dispositions constructives à respecter (prescriptions) en zones r.....	14
Article 4 - Conditions d'utilisation en zones r.....	14
Article 5 - Conditions d'exploitation en zones r.....	15
Section 2 - Dispositions régissant les projets concernant les biens et activités existants en zones r.....	15
Article 1 - Projets sur biens existants interdits en zones r.....	15
Article 2 - Projets sur biens existants autorisés sous conditions en zones r.....	15
Article 3 - Dispositions constructives à respecter (prescriptions) en zones r.....	16
Article 4 - Conditions d'utilisation en zones r.....	16
Article 5 - Conditions d'exploitation en zones r.....	16
Chapitre IV - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES DE TYPE « B » (B1, B2, B3 et B4) : zones d'aléa M+ et Fai.....	17
Section 1 - Dispositions régissant les projets nouveaux en zones B.....	17
Article 1 - Projets nouveaux interdits en zones B.....	17
Article 2 - Projets nouveaux autorisés sous conditions en zones B.....	17
Article 3 - Dispositions constructives à respecter (prescriptions) en zones B.....	17
Article 4 - Conditions d'utilisation en zones B.....	18
Article 5 - Conditions d'exploitation en zones B.....	18

Section 2 - Dispositions régissant les projets concernant les biens et activités existants en zones B	18
Article 1 - Projets sur biens existants interdits en zones B	18
Article 2 - Projets sur biens existants autorisés sous conditions en zones B	19
Article 3 - Dispositions constructives à respecter (prescriptions) en zones B	19
Article 4 - Conditions d'utilisation en zones B	20
Article 5 - Conditions d'exploitation en zones B	20
Chapitre V - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE GRISE	21
Section 1 - Dispositions régissant les projets nouveaux en zone grise	21
Article 1 - Projets nouveaux interdits en zone grise	21
Article 2 - Projets nouveaux autorisés sous conditions en zone grise	21
Article 3 - Dispositions constructives à respecter (prescriptions) en zone grise	21
Article 4 - Conditions d'utilisation en zone grise	21
Article 5 - Conditions d'exploitation en zone grise	21
Section 2 - Dispositions régissant les projets concernant les biens et activités existants en zone grise	22
Article 1 - Projets sur biens existants interdits en zone grise	22
Article 2 - Projets sur biens existants autorisés sous conditions en zone grise	22
Article 3 - Dispositions constructives à respecter (prescriptions) en zone grise	22
Article 4 - Conditions d'utilisation en zone grise	22
Article 5 - Conditions d'exploitation en zone grise	22
Titre III : MESURES FONCIÈRES	22
Section 1 - Droit de préemption	23
Section 2 - Droit de délaissement	23
Section 3 - Expropriation des biens	23
Section 4 - Devenir des immeubles préemptés, délaissés ou expropriés	24
Titre IV : MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS	24
CHAPITRE I - MESURES DE RÉDUCTION DE LA VULNÉRABILITÉ	24
Section 1 - Limitation du coût des mesures de réduction de la vulnérabilité sur les biens existants, délai de réalisation et exclusion	24
Section 2 - Mesures de réduction de la vulnérabilité obligatoire en zone R	24
Section 3 - Mesures de réduction de la vulnérabilité obligatoire en zones r	24
Section 4 - Mesures de réduction de la vulnérabilité obligatoire en zones B	25
CHAPITRE II - MESURES RELATIVES À L'UTILISATION ET À L'EXPLOITATION EN ZONES DE TYPE « R », « r », « B »	25
Article 1 - Transport de matières dangereuses	25
Article 2 - Infrastructures	25
Article 3 - Bâtiments ERP / locaux d'activités	26
Article 4 - Autres	26
CHAPITRE III - MESURES DE SAUVEGARDE ET D'INFORMATION DES POPULATIONS	26
Titre V : SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE	26
Titre VI : ANNEXES	27
Annexe 1 : Effets de surpression	30
Annexe 1.1 : Carte des intensités	30
Annexe 1.2 : Carte de caractérisation de l'onde de surpression (type et durée)	30
Annexe 2 : Effets thermiques	30
Annexe 2.1 : Carte des intensités pour les effets thermiques continus	30
Annexe 3 : Effets toxiques	30
Annexe 3.1 : Carte définissant le taux d'atténuation cible	30

TITRE I : PORTÉE DU PPRT – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Chapitre I - Champ d'application et objet du PPRT

Article 1 - Le champ d'application

Le présent règlement du Plan de Prévention des Risques Technologique (PPRT) concernant la société INEOS, s'applique, sur les communes de VERDUN, FROMERÉVILLE-LES-VALLONS ET NIXÉVILLE-BLERCOURT, aux différentes zones rouges (zones « R » et « r ») et bleues (zones « B » et « b ») situées à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, ainsi qu'à la zone grise.

Article 2 - La portée des dispositions

En application des articles L. 515-15 à L. 515-25 et R. 515-39 à R. 515-50 du code de l'environnement, le présent règlement fixe les dispositions relatives aux biens, à l'exercice de toutes activités, à tous travaux, à toutes constructions et installations destinées à limiter les conséquences d'accidents susceptibles de survenir au sein de l'établissement INEOS.




Le PPRT n'a pas vocation à assurer la tenue des bâtiments face aux aléas technologiques mais uniquement à protéger les personnes qui s'y trouvent.

Article 3 - Les principes de réglementation

Conformément à l'article L.515-16 du code de l'environnement, le PPRT délimite, à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, plusieurs types de zones réglementées. Les zones sont définies en fonction du type de risque, de leur intensité, de leur probabilité, de leur cinétique, mais aussi à partir des orientations stratégiques déterminées par les acteurs du PPRT. La délimitation de ces zones est expliquée dans la note de présentation.

Le plan de zonage du PPRT des communes de VERDUN, FROMERÉVILLE-LES-VALLONS ET NIXÉVILLE-BLERCOURT comprend :

- des zones rouges (rouge foncé (R) et rouge clair (r)) et bleues (bleu foncé (B)), réglementées, où la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et les extensions de constructions existantes sont interdites ou subordonnées au respect de prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation :

	Zone rouge foncé (R), principe d'interdiction stricte, correspondant aux zones d'aléa très forts (TF+, TF)
	Zone rouge clair (r), principe d'interdiction, correspondant aux zones d'aléa fort (F+ ; F)
	Zone bleu foncé (B), principe d'autorisation limitée, correspondant aux zones d'aléa moyen plus (M+) pour des effets toxique et thermique et aux zones d'aléas moyen plus (M+) et moyen (M) pour des effets de surpression

Les communes ou établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent y instaurer le droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme. Au sein de ces zones, peuvent être identifiées :

- des prescriptions concernant les mesures de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existants à la date d'approbation du plan ;
 - des secteurs où des mesures d'expropriation ou de délaissement sont possibles (zones rouges uniquement). Ces secteurs sont assujettis aux dispositions réglementaires de la ou des zones où elles se situent.
- la zone grisée, correspondant à l'emprise des installations à l'origine du PPRT.

Si un projet se situe à cheval sur deux zones, le règlement de la zone la plus restrictive s'applique à l'ensemble du projet.

Article 4 - Le règlement et les recommandations

Le présent PPRT ne comporte pas de zone de recommandations.

Chapitre II - Application et mise en œuvre du PPRT

Article 1 - Les effets du PPRT

Le plan de prévention des risques technologiques approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est porté à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents situés dans le périmètre du plan en application de l'article L. 121-2 du code de l'urbanisme.

Conformément à l'article L. 126-1 du même code, il est annexé aux plans locaux d'urbanisme (PLU) par le maire ou le président de l'établissement public compétent dans le délai de trois mois suite à la mise en demeure du représentant de l'État.

Les constructions, installations, travaux ou activités non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT.

Article 2 - Les conditions de mise en œuvre des mesures foncières

Le PPRT rend possible l'exercice des instruments de maîtrise foncière prévus par le code de l'urbanisme ou le code de l'expropriation :

- le droit de délaissement ;
- l'expropriation des biens.

La mise en œuvre des expropriations et des droits de délaissement identifiés dans les secteurs du périmètre d'exposition aux risques n'est pas directement applicable à l'issue de l'approbation du PPRT. Elle est subordonnée :

- à la signature de la convention décrite au I de l'article L. 515-19 du code de l'environnement ou à la mise en œuvre du mécanisme de financement par défaut prévue par le même article ;
- aux conditions définies pour l'instauration du droit de délaissement (articles L. 230-1 et suivants du code de l'urbanisme et articles L. 11-7 et R. 11-18 du code de l'expropriation) ;
- aux conditions définies pour la mise en place de l'expropriation (articles L. 11-1 à L. 16-9 et L. 21-1 du code de l'expropriation).

Par ailleurs, la convention d'aménagement et de gestion des terrains ayant fait l'objet de mesures de délaissement, d'expropriation ou de préemption prévue au II de l'article L. 515-19 du code de l'environnement doit être signée le cas échéant dans le délai d'un an à compter de la date d'approbation du PPRT, entre la collectivité ayant acquis le bien objet des mesures foncières et l'exploitant à l'origine des risques.

Article 3 - Les responsabilités et les infractions attachées aux PPRT

La mise en œuvre des prescriptions édictées par le PPRT relève de la responsabilité des maîtres d'ouvrage pour les projets, et des propriétaires, exploitants et utilisateurs, dans les délais que le plan détermine, pour l'existant.

Les infractions aux prescriptions du PPRT concernant les constructions nouvelles ou les extensions de constructions existantes ainsi que, le cas échéant, les mesures supplémentaires de prévention des risques sont sanctionnées conformément à l'article L. 515-24 du code de l'environnement.

Article 4 - Révision du PPRT

Le PPRT peut être révisé dans les conditions prévues par l'article R. 515-47 du code de l'environnement, notamment sur la base d'une évolution de la connaissance des risques générés par l'établissement à l'origine du PPRT.

Chapitre III - Définitions

Les définitions qui suivent sont essentielles pour la bonne compréhension du règlement du PPRT. Le règlement aborde les enjeux (biens) classés en :

« Constructions » :

- à destination **d'habitation**. On distingue les logements individuels, situés dans des constructions ne comportant qu'un logement (maison), des logements collectifs, situés dans des constructions comportant au moins deux logements (immeuble) . Les gîtes et chambres d'hôtes sont considérés comme des habitations.
- à destination **d'activités** (n'accueillant pas de public). Parmi les activités, certaines sont considérées comme « activités sensibles » (voir définition ci-après).
- à destination **d'ERP** (Établissement Recevant du Public). Parmi les ERP, certains sont considérés comme « ERP sensibles » (voir définitions ci-après).

« Infrastructures » :

- Canal
- Voies ferrées
- Routes et chemins
- Voies de transport en mode « doux » (itinéraires piétonniers, pistes cyclables notamment)

« Équipements » :

- Transformateurs électriques
- Lignes électriques
- Châteaux d'eau, citernes...
- Aires de pique nique, aires aménagées diverses, etc.

« Projet » : on entend par « projet » l'ensemble des projets :

- « **Nouveaux** » : projets de **constructions** nouvelles quelle que soit leur destination (habitation, activités ou ERP), **d'infrastructures** nouvelles, ou **d'équipements** nouveaux (entités n'existant pas sur le site à la date d'approbation du PPRT) ;
- « **Sur biens et activités existants** » : projets de réalisation de modifications ou d'extensions (avec ou sans changement de destination) d'aménagements, de constructions, d'infrastructures ou d'équipements existants à la date d'approbation du PPRT. L'extension de l'emprise au sol de la surface construite pourra prendre la forme d'un nouveau bâtiment si des contraintes trop importantes rendent difficiles l'extension des bâtiments existants.

« **Existant** » : ensemble des constructions, infrastructures, équipements, usages, qui existaient à la date d'approbation du PPRT.

« **Équipements d'intérêt général** » : ce sont les équipements, sans présence humaine, dont la présence ou la construction sont déclarées d'utilité publique, ou nécessaires au fonctionnement des services publics ou des services gestionnaires d'infrastructures publiques. Une ligne électrique, une écluse, ou un relais téléphonique sont par exemple des équipements d'intérêt général.

« **Surface de plancher** » : Surface de la construction égale à la somme des surfaces de planchers de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades, tel que défini à l'article R-112-2 du code de l'urbanisme.

« **COS** » ou *Coefficient d'Occupation du Sol* : selon les termes de l'article R-123-10 du code de l'urbanisme, et dans le cas particulier du PPRT, le COS est défini par le rapport exprimant le nombre de mètres carrés de surface de plancher ou le nombre de mètres cubes susceptibles d'être construits par mètre carré de sol. *La surface de plancher ou, le cas échéant, le volume des bâtiments existants conservés sur le ou les terrains faisant l'objet de la demande est déduit des possibilités de construction.*

« **Nouveau logement** » : sous-ensemble d'une construction, qui dispose d'un niveau d'équipements suffisant pour permettre à son / ses occupant(s) d'y vivre en autonomie (ex : studio d'étudiant dans une maison d'habitation, appartement dans une annexe, etc.).

« **ICPE** » : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement, au sens de l'article L-511-1 du code de l'environnement.

« **ERP** » : Établissement Recevant du Public, au sens de l'article R-123-2 du code de la construction et de l'habitation. La « capacité d'accueil » au titre du PPRT, est considérée égale à celle définie par l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de **sécurité contre les risques d'incendie et de panique**.

« **ERP sensible ou activité sensible** » : ERP, ou activité, faisant partie de la liste ci-dessous, et identifié(e) comme étant particulièrement sensible au risque technologique :

- Établissements accueillant spécifiquement des **personnes à mobilité réduite** (maisons de retraite, Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes ou EHPAD), foyers-logements, établissements scolaires, de soin, post-cure, maisons de l'enfance, crèches haltes garderies, maisons de l'enfance...).
- Établissements **utiles en cas de crise** : casernes de pompiers et de gendarmerie, police, mairie, et plus généralement tout équipement qui sera impliqué dans la gestion d'une crise en lien avec un sinistre survenu sur l'établissement INEOS.
- Établissements commerciaux, d'activité, ERP de superficie supérieures à **150 m²** de surface de vente ou de surface de plancher, ou dont l'effectif est supérieur à **5 personnes**.
- Établissements difficilement évacuables dans un temps restreint vers des lieux de confinement identifiés, en fonction de l'effectif, des grandes dimensions, de la configuration de l'établissement et de son environnement, etc. : gymnase, cinéma, salle polyvalente, salle de spectacle, piscine...

« **Augmentation de la vulnérabilité** » :

- Dans le cas d'une construction à **destination d'habitation** : la vulnérabilité est augmentée lorsqu'une pièce non précédemment dévolue à une destination d'habitation (telle que garage, combles, commerce de proximité, etc.) se retrouve habitée, ou lorsque les travaux affectent l'enveloppe extérieure (perçement d'une nouvelle fenêtre, baie vitrée, mise en place d'une fenêtre de toit, etc.), ou plus généralement si les travaux sont de nature à dégrader le niveau de confinement (dont la perméabilité à l'air de l'enveloppe de l'habitation).
- Dans le cas d'une construction à **destination d'ERP** : la vulnérabilité est augmentée lorsque la « capacité d'accueil » est augmentée, ou lorsque les travaux affectent l'enveloppe extérieure, ou plus généralement si les travaux sont de nature à dégrader le dispositif de confinement (dont la perméabilité à l'air de l'enveloppe de l'ERP).
- Dans le cas d'une construction à **destination d'activité** : la vulnérabilité est augmentée si l'effectif de l'activité est augmenté, ou lorsque les travaux affectent l'enveloppe extérieure, ou plus généralement si les travaux sont de nature à dégrader le dispositif de confinement (dont la perméabilité à l'air de l'enveloppe de la construction à destination d'activité).
- Dans le cas d'un **changement de destination** d'une construction : dès lors qu'à nombre de personnes à confiner constant, une construction passe d'une destination de plus faible vulnérabilité, à une destination de plus forte vulnérabilité, la vulnérabilité est augmentée. Les destinations des constructions suivantes sont classées selon le degré **croissant** de vulnérabilité (classement élaboré d'après le guide méthodologique PPRT national) :
 - 1) activité (pas d'accueil de public) non sensible
 - 2) ERP non sensible
 - 3) habitation
 - 4) établissement ou activité sensible
- Dans le cas d'une **infrastructure** : la vulnérabilité est augmentée lorsque la capacité de l'infrastructure est significativement augmentée (passage à deux voies de circulation au lieu d'une, travaux rendant carrossable une voie qui ne l'était pas précédemment, aménagements et signalisation directionnelle visant à en augmenter le trafic dans le Périmètre d'Exposition aux Risques par exemple).

« **Présence d'un dispositif de confinement correctement dimensionné** » : il est considéré que cette condition est remplie lorsque les conditions suivantes sont simultanément satisfaites :

- Une pièce (ou plusieurs pièces indépendantes) est / sont clairement identifiée(s) en tant que local (locaux) de confinement.
- Le nombre de locaux de confinement est d'une pièce par logement pour une **construction à destination d'habitation** et d'au moins égal à une pièce par bâtiment pour les **constructions à destination d'ERP et d'activités**.
- La surface de ces pièces est au moins égale à **1 mètre carré** par personne que la construction (habitation, activité

ou ERP) est supposée accueillir en permanence (cf. définition du **nombre de personnes à confiner** ci-après). La valeur à rechercher dans toute la mesure du possible étant de 1,5 m² par personne. Dans le cas d'un nombre important de personnes à confiner, il est possible que l'ensemble du bâtiment doive être conçu ou aménagé en local de confinement.

- Le nombre de personnes à confiner pour une **construction à destination d'habitation** est pris égal, par convention, à 5 pour une habitation de type F4, et plus généralement à $[X+1]$ pour une habitation de type « F X ».
- Le nombre de personnes à confiner pour une **construction à destination d'ERP** est pris égal à la «capacité d'accueil» (cf. définition de l'ERP ci-avant).
- Le nombre de personnes à confiner pour une **construction à destination d'activité**, est pris égal à l'effectif des personnes susceptibles d'être présentes dans l'activité au sens de l'article R 4227-3 du Code du travail relatif à la sécurité incendie.
- Le niveau de perméabilité à l'air (n50) du ou des locaux permet de respecter le taux d'atténuation cible (*) donné par la carte en annexe 3.1 du présent règlement.
- De manière générale, il est préférable que le local de confinement soit abrité du site industriel.
- Dans le cas de **projets nouveaux**, l'enveloppe de la construction respecte la valeur de référence en terme de perméabilité à l'air de la réglementation thermique en vigueur ;
- Une porte d'accès au local de confinement étanche à l'air (Exemple : porte à âme pleine au linéaire bien jointoyé avec plinthe automatique de bas de porte) mais qui permet aussi la ventilation de la construction en temps normal (exemple : grille de transfert obturable).
- L'arrêt rapide des débits d'air volontaires de la construction et du chauffage du local est possible (par exemple : entrées d'air obturables avec système « coup de poing » arrêtant les systèmes de ventilation, de chauffage et de climatisation et activant des clapets anti-retour sur les extractions d'air, aisément accessible et clairement visible, de préférence dans le local).
- Dans le cas de **construction à destination d'ERP ou d'activités**, des sanitaires avec point d'eau sont situés dans le local de confinement ;
- Dans le cas de construction à destination d'ERP ou d'activités, le ou les locaux identifiés sont rapidement accessibles depuis les espaces qui lui sont liés (stationnements, cours, aires de jeux, circulation piétonnes extérieures...) et des sas d'entrée dans les bâtiments sont aménagés. Ils sont également rapidement accessibles par l'intérieur depuis toutes les parties du bâtiment et des sas d'accès au(x) local (aux) sont aménagés.
- Le ou les locaux sont pourvu(s) de tout le matériel utile à une situation de crise nécessitant un confinement de deux heures : fiche de consignes (**), radio autonome et lampe de poche avec piles de rechanges, eau en bouteilles, nourriture, seaux, rouleaux d'adhésif étanche à l'air, escabeau, occupations calmes (lecture, jeux de société).

(*) le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant aux effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures), et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

(**) la fiche de consignes comprend les règles comportementales indispensables pour que le dispositif de confinement soit efficace. Elles sont précisées dans le cahier de recommandations.

TITRE II : RÉGLEMENTATION DES PROJETS

Chapitre I - Dispositions applicables à toutes les zones de type « R », « r » et « B »

Article 1 - Définition d'un projet

On entend par « projet » la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et l'extension des constructions existantes, le changement de destination ou la reconstruction des constructions existantes.

Dans le présent règlement, on distingue :

- **les projets « nouveaux »** : projets d'aménagement, de constructions nouvelles ou de reconstruction, quelle que soit leur destination (habitation, activités ou ERP), d'infrastructures nouvelles, ou d'équipements nouveaux (entités n'existant pas sur le site à la date d'approbation du PPRT) ;
- **les projets « sur biens et activités existants »** : projets de réalisation de modifications ou d'extensions (avec ou sans changement de destination) d'aménagements, de constructions, d'infrastructures ou d'équipements existants à la date d'approbation du PPR. L'extension de l'emprise au sol de la surface construite pourra prendre la forme d'un nouveau bâtiment si des contraintes trop importantes rendent difficiles l'extension des bâtiments existants.

La réglementation des projets est destinée à maîtriser l'urbanisation nouvelle ou le changement de destination des constructions existantes soit en interdisant, soit en imposant des restrictions justifiées par la volonté de :

- limiter la capacité d'accueil et la fréquentation, par conséquent la population exposée ;
- protéger les personnes en cas d'accident ayant pour origine les installations classées pour la protection de l'environnement faisant l'objet du présent PPRT en prévoyant des règles de construction appropriées.

Article 2 - Prescription d'une étude préalable

Tout projet soumis à permis de construire autorisé dans le cadre du présent titre II, à l'exception de ceux mentionnés au début de chaque « article 3 » du titre II, le sera sous réserve de réaliser une étude préalable à la construction permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation. Ces conditions devront répondre aux objectifs de performance définis dans l'article relatif aux dispositions constructives.

Conformément à l'article R. 431-16(e) du code de l'urbanisme, une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert, certifiant de la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions du PPRT au stade de la conception, devra être jointe à toute demande de permis de construire ou permis d'aménager.

Chapitre II - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES D'INTERDICTION STRICTE DE TYPE « R » : zone d'aléa TF+ et TF

Caractérisation de la zone :

Dans la zone rouge foncé (R) délimitée sur la carte de zonage réglementaire, les personnes et les biens sont exposés à des niveaux d'aléas allant de « Faible » (Fai) à « Très Fort plus » (TF+) qui traduit un dépassement des seuils correspondant aux effets létaux significatifs sur l'homme.

Cette zone est plus précisément impactée, partiellement ou intégralement, par un niveau d'aléa toxique « Très Fort plus » (TF+), un niveau d'aléa thermique allant de « Moyen plus » (M+) à « Très Fort plus » (TF+) et un niveau d'aléa de surpression allant de « Faible » (Fai) à « Très Fort plus » (TF+).

Dans cette zone, le principe d'interdiction stricte est la règle. Cette zone n'a donc pas vocation à accueillir de nouvelles habitations ou activités.

Section 1 - Dispositions régissant les projets nouveaux en zones de type « R »

Article 1 - Projets interdits en zone R

Sont interdits tous les projets nouveaux à l'exception de ceux mentionnés dans l'article 2 de la présente section.

Article 2 - Projets autorisés sous conditions en zone R

Sont autorisés sous réserve de respecter les dispositions constructives définies à l'article 3 de la présente section :

- Les constructions nouvelles et aménagements nouveaux de nature à réduire les effets des risques technologiques, objet du présent règlement ;
- Les constructions nouvelles à seule destination d'activité et aménagements nouveaux indispensables à l'activité des établissements à l'origine des risques, ne générant pas de création ou d'augmentation de capacité d'accueil du public et n'augmentant pas le risque ;

Article 3 - Dispositions constructives à respecter (prescriptions) en zone R

Les projets autorisés à l'article 2 de la présente section doivent mettre en œuvre les obligations en matière de sécurité des personnes, dans le cadre des réglementations qui sont applicables à leur activité. Ces mesures peuvent consister en des mesures de protection, de réduction de la vulnérabilité ou d'organisation de l'activité. Dans le cadre de mesures de réduction de la vulnérabilité, les objectifs de performance ci-dessous doivent être respectés, en fonction de la zone où se situe le projet (cf. cartes en annexes du règlement du PPRT) :

- pour les effets de surpression, l'intensité et les caractéristiques de l'onde de surpression sont données par les cartes en annexes 1.1 et 1.2 du présent règlement ;
- pour les effets thermiques, l'intensité et les caractéristiques sont données par la carte en annexe 2.1 du présent règlement ;
- pour les effets toxiques, il est créé un ou plusieurs locaux de confinement dont le niveau de perméabilité à l'air (n50) doit permettre de respecter le taux d'atténuation cible donné par la carte en annexe 3.1 du présent règlement.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à un ou des effet(s) moindre(s) que celui ou ceux mentionné(s) dans les cartes des annexes 1 à 3, le projet doit permettre d'assurer la protection des personnes pour cet ou ces effet(s).

Ces projets font l'objet d'une étude préalable qui détermine les conditions de réalisation des constructions répondant aux objectifs de performance ci-dessus ou à ceux fixés dans l'étude démontrant des aléas moindres.

Article 4 - Conditions d'utilisation en zones R

- Pour les travaux autorisés au présent chapitre, quel qu'en soit le type, le maître d'ouvrage, ou son représentant :
 - ▶ met en place tous les moyens nécessaires afin de réduire au mieux la durée d'intervention des entreprises ;
 - ▶ informe, au préalable, de la présence des risques et de la conduite à tenir en cas d'accident.
- Dans toute nouvelle construction accueillant des personnes, une signalisation adaptée indique la conduite à tenir en cas de sinistre conforme aux dispositions du PPI et en matérialisant notamment le cheminement permettant d'atteindre le local de confinement le plus proche ou le point de rencontre tel que défini dans le PPI.
- Tout usage des terrains susceptible d'augmenter et donc d'aggraver l'exposition des personnes au risque est interdit. Ainsi on veillera à ne pas créer d'aires de stationnement, d'itinéraires pédestres ou de voies cyclables, d'aire de jeux et de loisirs et toutes autres zones destinées à regrouper des personnes ;
- Seul le stationnement nécessaire aux activités du site à l'origine du risque, à l'entretien ponctuel des constructions, infrastructures et équipements est autorisé. ;
- L'occupation de caravane, camping-car ou tout autre type de véhicules habités est interdit ;
- La création de nouvelles lignes et/ou de nouveaux arrêts de transports en commun est interdite ;
- La vente ambulante est interdite.

Article 5 - Conditions d'exploitation en zones R

Tout est interdit sauf :

- les activités sans fréquentation permanente nécessaires à l'exploitation des terres agricoles ou à l'exploitation et à l'entretien des espaces naturels ;
- les activités nécessaires au bon fonctionnement des services d'intérêt général.

Section 2 - Dispositions régissant les projets concernant les biens et activités existants en zone R

Article 1 - Projets sur biens existants interdits en zone R

Sont interdits tous les projets sur biens et activités existants à la date d'approbation du PPRT, à l'exception de ceux mentionnés dans l'article 2 de la présente section.

Tout changement de destination des bâtiments existants, qui ne sont pas en lien avec l'activité de l'établissement à l'origine du risque, à la date d'approbation du PPRT, est interdit.

Article 2 - Projets sur biens existants autorisés sous conditions en zone R

Sont autorisés sous réserve de respecter les dispositions constructives définies à l'article 3 :

- Les démolitions sous réserve de ne pas augmenter la vulnérabilité d'autres constructions ;
- Les extensions directement liées à l'activité des établissements à l'origine des risques, ne générant pas d'augmentation de la capacité d'accueil du public. L'extension de l'emprise au sol de la surface construite pourra prendre la forme d'un nouveau bâtiment si des contraintes trop importantes rendent difficiles l'extension des bâtiments existants ;
- Les travaux destinés à renforcer la résistance des constructions ou des installations existantes contre les effets des risques technologiques, objet du présent règlement, en cas d'accident ;
- Les aménagements, les extensions ou constructions indispensables au respect de la réglementation des activités existantes à la date d'approbation du PPRT, sans augmentation de la capacité d'accueil du public ni la vulnérabilité des personnes exposées. L'extension de l'emprise au sol de la surface construite pourra prendre la forme d'un nouveau bâtiment si des contraintes trop importantes rendent difficiles l'extension des bâtiments existants ;
- Les extensions nécessaires à l'activité des installations classées (et de leurs installations connexes) existantes à la date d'approbation du PPRT, ne générant pas de création ou d'augmentation de la capacité d'accueil du public. L'extension de l'emprise au sol de la surface construite pourra prendre la forme d'un nouveau bâtiment si des contraintes trop importantes rendent difficiles l'extension des bâtiments existants ;
- Les travaux d'entretien des infrastructures dès lors qu'ils n'ont pas pour effet d'augmenter le risque et en particulier le temps de passage dans la zone exposée ;
- L'entretien et le réaménagement d'équipements d'intérêt général et des équipements nécessaires à leur exploitation dès lors qu'ils n'ont pas pour effet d'augmenter les risques technologiques objet du présent PPRT ;
- Les travaux d'aménagement et d'entretien des espaces libres (plantation, dépollution, clôtures, exhaussements, affouillements, etc) sous réserve de ne pas les ouvrir au public et de ne pas générer de présence humaine permanente ;
- Les changements de destination ou d'usage des constructions existantes à la date d'approbation du PPRT, destinés uniquement à l'implantation d'une nouvelle activité en relation directe avec l'activité des installations classées (et de leurs installations connexes) existantes à la date d'approbation du PPRT et/ou de l'entreprise à l'origine du risque ;
- Les changements de destination ou d'usage des constructions existantes à la date d'approbation du PPRT, destinés uniquement à une extension des établissements à l'origine des risques ne générant pas de création ou d'augmentation de capacité d'accueil du public.

Article 3 - Dispositions constructives à respecter (prescriptions) en zones R

Les projets autorisés à l'article 2 de la présente section doivent mettre en œuvre les obligations en matière de sécurité des personnes, dans le cadre des réglementations qui sont applicables à leur activité. Ces mesures peuvent consister en des mesures de protection, de réduction de la vulnérabilité ou d'organisation de l'activité. Dans le cadre de mesures de réduction de la vulnérabilité, les objectifs de performance ci-dessous doivent être respectés, en fonction de la zone où se situe le projet (cf. cartes en annexes du règlement du PPRT) :

- pour les effets de surpression, l'intensité et les caractéristiques de l'onde de surpression sont données par les cartes en annexes 1.1 et 1.2 du présent règlement ;
- pour les effets thermiques, l'intensité et les caractéristiques sont données par la carte en annexe 2.1 du présent règlement ;
- pour les effets toxiques, il est créé un ou plusieurs locaux de confinement dont le niveau de perméabilité à l'air (n50) doit permettre de respecter le taux d'atténuation cible donné par la carte en annexe 3.1 du présent règlement.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à un ou des effet(s) moindre(s) que celui ou ceux mentionné(s) dans les cartes des annexes 1 à 3, le projet doit permettre d'assurer la protection des personnes pour cet ou ces effet(s).

Ces projets font l'objet d'une étude préalable qui détermine les conditions de réalisation des constructions répondant aux objectifs de performance ci-dessus ou à ceux fixés dans l'étude démontrant des aléas moindres.

Article 4 - Conditions d'utilisation en zones R

- Pour les travaux autorisés au présent chapitre, quel qu'en soit le type, le maître d'ouvrage, ou son représentant :
 - met en place tous les moyens nécessaires afin de réduire au mieux la durée d'intervention des entreprises ;
 - informe, au préalable, de la présence des risques et de la conduite à tenir en cas d'accident.
- L'affichage des consignes de sécurité vis-à-vis des risques technologiques présents est obligatoire dans tous les bâtiments ;
- L'utilisation des voies ferrées à des fins de transport de voyageurs est soumise aux prescriptions régies par le Plan Particulier d'Intervention (PPI) ;
- Tout usage des terrains susceptible d'augmenter et donc d'aggraver l'exposition des personnes au risque est interdit ;
- Seul le stationnement nécessaire aux activités du site à l'origine du risque, à l'entretien ponctuel des constructions, infrastructures et équipements est autorisé. ;
- L'occupation de caravane, camping-car ou tout autre type de véhicules habités est interdit ;
- La vente ambulante est interdite.

Article 5 - Conditions d'exploitation en zones R

Tout est interdit sauf :

- les activités sans fréquentation permanente nécessaires à l'exploitation des terres agricoles ou à l'exploitation et à l'entretien des espaces naturels ;
- les activités nécessaires au bon fonctionnement des services d'intérêt général.

Chapitre III - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES D'INTERDICTION DE TYPE « r » (r1, r2 et r3) : zones d'aléa F+ et F

Caractérisation de la zone :

Dans la zone rouge clair (r) délimitée sur la carte de zonage réglementaire, les personnes et les biens sont exposés à des niveaux d'aléas allant de « Faible » (Fai) à « Fort plus » (F+) qui traduit un dépassement des seuils correspondant aux effets très graves sur l'homme.

Cette zone est plus précisément impactée, partiellement ou intégralement, par un niveau d'aléa toxique « Fort plus » (F+) et un niveau d'aléa de surpression allant de « Faible » (Fai) à « Fort plus » (F+).

Dans cette zone, le principe d'interdiction prévaut. Cette zone n'a donc pas vocation à accueillir de nouveaux aménagements, ouvrages ou de nouvelles constructions, sauf exceptions limitées.

Dans cette zone, on distingue 3 secteurs (r1 à r3). Les secteurs sont régis par des règles d'urbanisme communes, mais font l'objet de dispositions de construction différentes.

Section 1 - Dispositions régissant les projets nouveaux en zones r

Article 1 - Projets nouveaux interdits en zones r

Sont interdits tous les projets nouveaux à l'exception de ceux mentionnés dans l'article 2 de la présente section.

Article 2 - Projets nouveaux autorisés sous conditions en zones r

Sont autorisés à condition de respecter les dispositions constructives de l'article 3 :

- La réalisation d'infrastructures routières et ferroviaires strictement nécessaires au fonctionnement des activités existantes à la date d'approbation du PPRT ou à l'acheminement des secours ;
- Les constructions nouvelles, reconstructions, aménagements et installations à seule destination d'activité et en relation directe avec les installations à l'origine des risques et sous réserve de ne pas nécessiter la présence permanente ou fréquente de personnes, ne pas en aggraver les aléas, ne pas être composée d'une surface vitrée en façade exposée au risque ;
- Les nouvelles constructions destinées uniquement à la mise à l'abri des personnels, des entreprises existantes à la date d'approbation du PPRT, contre les effets des risques technologiques, objet du présent règlement, en cas d'accident ;

- Les ouvrages et aménagements ayant pour objet de réduire les effets des phénomènes dangereux générés par l'entreprise à l'origine des risques ;
- Les équipements sans personnel permanent destinés à la production d'énergie renouvelable (ex : cellules photovoltaïques, panneaux solaires, géothermie...) sous réserve de ne pas aggraver le risque ;
- La réalisation d'équipements d'intérêt général sous réserve de répondre à une nécessité technique et de ne pas nécessiter la présence permanente ou fréquente de personnes ;
- La mise en place de clôtures sous réserve de ne pas entraver l'intervention des secours ou l'évacuation de la zone.

Article 3 - Dispositions constructives à respecter (prescriptions) en zones r

Les projets autorisés à l'article 2 de la présente section doivent mettre en œuvre les obligations en matière de sécurité des personnes, dans le cadre des réglementations qui sont applicables à leur activité. Ces mesures peuvent consister en des mesures de protection, de réduction de la vulnérabilité ou d'organisation de l'activité. Dans le cadre de mesures de réduction de la vulnérabilité, les objectifs de performance ci-dessous doivent être respectés, en fonction de la zone où se situe le projet (cf. cartes en annexes du règlement du PPRT) :

En zone r1 :

Les projets, autorisés à l'article 2 de la présente section et localisés dans un secteur impacté par des effets toxiques de la zone r1 (cf. cartes en annexes du règlement du PPRT), doivent permettre d'assurer la protection des personnes et être réalisés en respectant les objectifs de performance pour les effets toxiques. Pour ces effets, il est créé un ou plusieurs locaux de confinement dont le niveau de perméabilité à l'air (n50) doit permettre de respecter le taux d'atténuation cible donné par la carte en annexe 3.1 du présent règlement.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à un ou des effet(s) moindre(s) que celui ou ceux mentionné(s) dans les cartes des annexes 1 à 3, le projet doit permettre d'assurer la protection des personnes pour cet ou ces effet(s).

Ces projets font l'objet d'une étude préalable qui détermine les conditions de réalisation des constructions répondant aux objectifs de performance ci-dessus ou à ceux fixés dans l'étude démontrant des aléas moindres.

En zone r2 et r3 :

Les projets autorisés à l'article 2 de la présente section et localisés dans un secteur impacté par des effets de surpression et/ou toxiques des zones r2 et r3 (cf. cartes en annexes du règlement du PPRT) doivent permettre d'assurer la protection des personnes et être réalisés en respectant les objectifs de performance ci-après :

- pour les effets de surpression, l'intensité et les caractéristiques de l'onde de surpression sont données par les cartes en annexes 1.1 et 1.2 du présent règlement ;
- pour les effets toxiques, il est créé un ou plusieurs locaux de confinement dont le niveau de perméabilité à l'air (n50) doit permettre de respecter le taux d'atténuation cible donné par la carte en annexe 3.1 du présent règlement.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à un ou des effet(s) moindre(s) que celui ou ceux mentionné(s) dans les cartes des annexes 1 à 3, le projet doit permettre d'assurer la protection des personnes pour cet ou ces effet(s).

Ces projets font l'objet d'une étude préalable qui détermine les conditions de réalisation des constructions répondant aux objectifs de performance ci-dessus ou à ceux fixés dans l'étude démontrant des aléas moindres.

Article 4 - Conditions d'utilisation en zones r

- Pour les travaux autorisés au présent chapitre, quel qu'en soit le type, le maître d'ouvrage, ou son représentant :
 - ▶ met en place tous les moyens nécessaires afin de réduire au mieux la durée d'intervention des entreprises ;
 - ▶ informe, au préalable, de la présence des risques et de la conduite à tenir en cas d'accident.
- Dans toute nouvelle construction accueillant des personnes, une signalisation adaptée indique la conduite à tenir en cas de sinistre conforme aux dispositions du PPI et en matérialisant notamment le cheminement permettant d'atteindre le local de confinement le plus proche ou le point de rencontre tel que défini dans le PPI.
- Tout usage des terrains susceptible d'augmenter et donc d'aggraver l'exposition des personnes au risque est interdit. Ainsi on veillera à ne pas créer d'aires de stationnement, d'itinéraires pédestres ou de voies cyclables, d'aire de jeux et de loisirs et toutes autres zones destinées à regrouper des personnes ;
- Seul le stationnement nécessaire aux activités du site à l'origine du risque, à l'entretien ponctuel des constructions, infrastructures et équipements est autorisé. ;
- L'occupation de caravane, camping-car ou tout autre type de véhicules habités est interdit ;
- La création de nouvelles lignes et/ou de nouveaux arrêts de transports en commun est interdite ;

- La vente ambulante est interdite.

Article 5 - Conditions d'exploitation en zones r

Tout est interdit sauf :

- les activités sans fréquentation permanente nécessaires à l'exploitation des terres agricoles ou à l'exploitation et à l'entretien des espaces naturels ;
- les activités nécessaires au bon fonctionnement des services d'intérêt général.

Section 2 - Dispositions régissant les projets concernant les biens et activités existants en zones r

Article 1 - Projets sur biens existants interdits en zones r

Hormis ceux mentionnés à l'article 2 de la présente section, tous les projets sur biens et activités existants à la date d'approbation du PPRT sont interdits.

Article 2 - Projets sur biens existants autorisés sous conditions en zones r

Sont autorisés à condition de respecter les dispositions constructives de l'article 3 :

- les travaux de démolition sous réserve de ne pas augmenter la vulnérabilité d'autres constructions ;
- La mise en place de clôtures sous réserve de ne pas entraver l'intervention des secours ou l'évacuation de la zone.
- Les travaux et aménagements destinés à renforcer les constructions ou installations existantes pour faire face aux effets des risques technologiques, objet du présent règlement, en cas d'accident ;
- Les aménagements, les extensions ou constructions indispensables au respect de la réglementation des activités existantes à la date d'approbation du PPRT, sans augmentation de la capacité d'accueil du public ni la vulnérabilité des personnes exposées. L'extension de l'emprise au sol de la surface construite pourra prendre la forme d'un nouveau bâtiment si des contraintes trop importantes rendent difficiles l'extension des bâtiments existants ;
- Les extensions nécessaires à l'activité des installations classées (et de leurs installations connexes) existantes à la date d'approbation du PPRT, ne générant pas de création ou d'augmentation de la capacité d'accueil du public. L'extension de l'emprise au sol de la surface construite pourra prendre la forme d'un nouveau bâtiment si des contraintes trop importantes rendent difficiles l'extension des bâtiments existants ;
- Les changements de destination ou d'usage des constructions existantes à la date d'approbation du PPRT, destinés uniquement à l'implantation d'une nouvelle activité en relation directe avec l'activité des installations classées (et de leurs installations connexes) existantes à la date d'approbation du PPRT et/ou de l'entreprise à l'origine du risque et dans la mesure où la densité de personnel est faible ;
- Les changements de destination ou d'usage des constructions existantes à la date d'approbation du PPRT, destinés uniquement à une extension des installations classées (et de leurs installations connexes) existantes à la date d'approbation du PPRT et/ou de l'entreprise à l'origine du risque et ne générant pas de création ou d'augmentation de capacité d'accueil du public.
- L'entretien et le réaménagement d'infrastructures et d'équipements d'intérêt général et des équipements nécessaires à leur exploitation sous réserve que leur vulnérabilité soit restreinte et qu'ils n'augmentent pas le risque.
- Les constructions de type garage ou abris de jardin ne présentant aucune vulnérabilité dans la mesure où ils n'ont pas vocation à accueillir de population.

Article 3 - Dispositions constructives à respecter (prescriptions) en zones r

Tous projets autorisés, hormis les constructions de type garage ou abris de jardins et les activités, doivent permettre d'assurer la protection des personnes et être réalisés en respectant les objectifs de performance ci-dessous, en fonction de la zone où se situe le projet.

Les activités doivent mettre en œuvre les obligations en matière de sécurité des personnes, dans le cadre des réglementations qui sont applicables à leur activité. Ces mesures peuvent consister en des mesures de protection, de réduction de la vulnérabilité ou d'organisation de l'activité. Dans le cadre de mesures de réduction de la vulnérabilité, les objectifs de performance ci-dessous doivent être respectés, en fonction de la zone où se situe le projet.

En zone r1 :

Les projets, autorisés à l'article 2 de la présente section et localisés dans un secteur impacté par des effets toxiques de la zone r1 (cf. cartes en annexes du règlement du PPRT), doivent permettre d'assurer la protection des personnes et être réalisés en respectant les objectifs de performance pour les effets toxiques. Pour ces effets, il est créé un ou plusieurs locaux de confinement dont le niveau de perméabilité à l'air (n50) doit permettre de respecter le taux d'atténuation cible donné par la carte en annexe 3.1 du présent règlement.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à un ou des effet(s) moindre(s) que celui ou ceux mentionné(s) dans les cartes des annexes 1 à 3, le projet doit permettre d'assurer la protection des personnes pour cet ou ces effet(s).

Ces projets font l'objet d'une étude préalable qui détermine les conditions de réalisation des constructions répondant aux objectifs de performance ci-dessus ou à ceux fixés dans l'étude démontrant des aléas moindres.

En zone r2 et r3 :

Les projets autorisés à l'article 2 de la présente section et localisés dans un secteur impacté par des effets de surpression et/ou toxiques des zones r2 et r3 (cf. cartes en annexes du règlement du PPRT) doivent permettre d'assurer la protection des personnes et être réalisés en respectant les objectifs de performance ci-après :

- pour les effets de surpression, l'intensité et les caractéristiques de l'onde de surpression sont données par les cartes en annexes 1.1 et 1.2 du présent règlement ;
- pour les effets toxiques, il est créé un ou plusieurs locaux de confinement dont le niveau de perméabilité à l'air (n50) doit permettre de respecter le taux d'atténuation cible donné par la carte en annexe 3.1 du présent règlement.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à un ou des effet(s) moindre(s) que celui ou ceux mentionné(s) dans les cartes de annexes 1 à 3, le projet doit permettre d'assurer la protection des personnes pour cet ou ces effet(s).

Ces projets font l'objet d'une étude préalable qui détermine les conditions de réalisation des constructions répondant aux objectifs de performance ci-dessus ou à ceux fixés dans l'étude démontrant des aléas moindres.

Article 4 - Conditions d'utilisation en zones r

- Pour les travaux autorisés au présent chapitre, quel qu'en soit le type, le maître d'ouvrage, ou son représentant :
 - met en place tous les moyens nécessaires afin de réduire au mieux la durée d'intervention des entreprises ;
 - informe, au préalable, de la présence des risques et de la conduite à tenir en cas d'accident.
- L'affichage des consignes de sécurité vis-à-vis des risques technologiques présents est obligatoire dans tous les bâtiments ;
- L'utilisation des voies ferrées à des fins de transport de voyageurs est soumise aux prescriptions régies par le Plan Particulier d'Intervention (PPI) ;
- Tout usage des terrains susceptible d'augmenter et donc d'aggraver l'exposition des personnes au risque est interdit ;
- Seul le stationnement nécessaire aux activités du site à l'origine du risque, à l'entretien ponctuel des constructions, infrastructures et équipements est autorisé. ;
- L'occupation de caravane, camping-car ou tout autre type de véhicules habités est interdit ;
- La vente ambulante est interdite.

Article 5 - Conditions d'exploitation en zones r

Tout est interdit sauf :

- les activités sans fréquentation permanente nécessaires à l'exploitation des terres agricoles ou à l'exploitation et à l'entretien des espaces naturels ;
- les activités nécessaires au bon fonctionnement des services d'intérêt général.

Chapitre IV - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES DE TYPE « B » (B1, B2, B3 et B4) : zones d'aléa M+ et Fai

Caractérisation de la zone :

Dans les zones bleu foncé de type « B » délimitées sur la carte de zonage réglementaire, les personnes et les biens sont exposés à des niveaux d'aléas allant de « Faible » (Fai) à « Moyen plus » (M+) qui traduit des seuils allant potentiellement jusqu'à des effets dont les conséquences sur la vie humaine consistent en des blessures irréversibles.

Cette zone est plus précisément impactée, partiellement ou intégralement, par des niveaux d'aléas toxique et de surpression allant de « Faible » (Fai) à « Moyen plus » (M+).

Cette zone, moins exposée, a vocation à être constructible sous réserve de constructions en faible densité et de ne pas augmenter la population exposée.

Dans cette zone, on distingue 4 secteurs (B1 à B4). Les secteurs sont régis par des règles d'urbanisme communes, mais font l'objet de dispositions de construction différentes.

Section 1 - Dispositions régissant les projets nouveaux en zones B

Article 1 - Projets nouveaux interdits en zones B

Sont interdits tous les projets nouveaux à l'exception de ceux mentionnés dans l'article 2 de la présente section.

Article 2 - Projets nouveaux autorisés sous conditions en zones B

Sont autorisés sous réserve de respecter les dispositions constructives définies à l'article 3 :

- La mise en place de clôtures sous réserve de ne pas entraver l'intervention des secours ou l'évacuation de la zone ;
- Les constructions destinées uniquement à la mise à l'abri des personnes contre les effets des risques technologiques, objet du présent règlement, en cas d'accident ;
- Les constructions et installations d'intérêt général, les aménagements et infrastructures de transport à caractère non vulnérable¹ ainsi que leurs équipements, sous réserve que le maître d'ouvrage démontre l'impossibilité technique ou financière de les implanter en d'autres lieux et qu'il mette en œuvre des dispositions appropriées pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces ouvrages ainsi que la sécurité des usagers ;
- Les constructions nouvelles à destination d'habitation individuelle, uniquement en faible densité et à usage de "boucher les dents creuses" ;
- Les constructions nouvelles à destination d'activité, uniquement en faible densité et à usage de "boucher les dents creuses" ;
- Les nouvelles Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et leurs installations connexes, relevant a minima du régime d'enregistrement et compatibles avec leur environnement et les établissements à l'origine des risques, uniquement en faible densité et à usage de "boucher les dents creuses", à condition de ne pas augmenter l'exposition aux risques de la population ;
- Les constructions de type garage ou abris de jardin ne présentant aucune vulnérabilité dans la mesure où ils n'ont pas vocation à accueillir de population.

Article 3 - Dispositions constructives à respecter (prescriptions) en zones B

Tous projets autorisés, hormis les constructions de type garage ou abris de jardins et les activités, doivent permettre d'assurer la protection des personnes et être réalisés en respectant les objectifs de performance ci-dessous, en fonction de la zone où se situe le projet.

Les activités doivent mettre en œuvre les obligations en matière de sécurité des personnes, dans le cadre des réglementations qui sont applicables à leur activité. Ces mesures peuvent consister en des mesures de protection, de réduction de la vulnérabilité ou d'organisation de l'activité. Dans le cadre de mesures de réduction de la vulnérabilité, les objectifs de performance ci-dessous doivent être respectés, en fonction de la zone où se situe le projet.

¹ Sont considérés comme vulnérable les aménagements du type piste cyclable, campings, aires d'accueil des gens du voyage, parc public, etc.

En zone B1 et B4 :

Les projets, autorisés à l'article 2 de la présente section et localisés dans un secteur impacté par des effets toxiques des zones B1 et B4 (cf. cartes en annexes du règlement du PPRT) doivent permettre d'assurer la protection des personnes et être réalisés en respectant les objectifs de performance pour les effets toxiques. Pour ces effets, il est créé un ou plusieurs locaux de confinement dont le niveau de perméabilité à l'air (n50) doit permettre de respecter le taux d'atténuation cible donné par la carte en annexe 3.1 du présent règlement.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à un ou des effet(s) moindre(s) que celui ou ceux mentionné(s) dans les cartes de annexes 1 à 3, le projet doit permettre d'assurer la protection des personnes pour cet ou ces effet(s).

Ces projets font l'objet d'une étude préalable qui détermine les conditions de réalisation des constructions répondant aux objectifs de performance ci-dessus ou à ceux fixés dans l'étude démontrant des aléas moindres.

En zone B2 et B3 :

Les projets autorisés à l'article 2 de la présente section et localisés dans un secteur impacté par des effets de surpression et/ou toxiques des zones B2 et B3 (cf. cartes en annexes du règlement du PPRT) doivent permettre d'assurer la protection des personnes et être réalisé en respectant les objectifs de performance ci-après :

- pour les effets de surpression, l'intensité et les caractéristiques de l'onde de surpression sont données par les cartes en annexes 1.1 et 1.2 du présent règlement ;
- pour les effets toxiques, il est créé un ou plusieurs locaux de confinement dont le niveau de perméabilité à l'air (n50) doit permettre de respecter le taux d'atténuation cible donné par la carte en annexe 3.1 du présent règlement.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à un ou des effet(s) moindre(s) que celui ou ceux mentionné(s) dans les cartes des annexes 1 à 3, le projet doit permettre d'assurer la protection des personnes pour cet ou ces effet(s).

Ces projets font l'objet d'une étude préalable qui détermine les conditions de réalisation des constructions répondant aux objectifs de performance ci-dessus ou à ceux fixés dans l'étude démontrant des aléas moindres.

Article 4 - Conditions d'utilisation en zones B

- Pour les travaux autorisés au présent chapitre, quel qu'en soit le type, le maître d'ouvrage, ou son représentant :
 - ▶ met en place tous les moyens nécessaires afin de réduire au mieux la durée d'intervention des entreprises ;
 - ▶ informe, au préalable, de la présence des risques et de la conduite à tenir en cas d'accident.
- Dans toute nouvelle construction accueillant des personnes, une signalisation adaptée indique la conduite à tenir en cas d'accident majeur et en matérialisant notamment le cheminement permettant d'atteindre le local de confinement le plus proche ;
- Tout usage des terrains susceptible d'augmenter et donc d'aggraver l'exposition des personnes au risque est interdit. Ainsi on veillera à ne pas créer d'aires de stationnement, d'itinéraires pédestres ou de voies cyclables, d'aire de jeux et de loisirs et toutes autres zones destinées à regrouper des personnes ;
- Le stationnement des véhicules de Transports de Matières Dangereuses (TMD) sur la voie publique est interdit ;
- L'occupation de caravane, camping-car ou tout autre type de véhicules habités est interdit ;
- La création de nouvelles lignes et/ou de nouveaux arrêts de transports en commun est interdite ;
- La vente ambulante est interdite.

Article 5 - Conditions d'exploitation en zones B

Seules sont autorisées les activités sans fréquentation permanente nécessaires à l'exploitation des terres agricoles ou à l'exploitation et à l'entretien des espaces naturels, ainsi que les activités nécessaires au bon fonctionnement des services d'intérêt général.

Section 2 - Dispositions régissant les projets concernant les biens et activités existants en zones B

Article 1 - Projets sur biens existants interdits en zones B

Hormis ceux mentionnés à l'article 2 de la présente section, tous les projets sur biens et activités existants, à la date d'approbation du PPRT, sont interdits.

Article 2 - Projets sur biens existants autorisés sous conditions en zones B

Sont autorisés à condition de respecter les dispositions constructives de l'article 3 :

- les travaux de démolition sous réserve de ne pas augmenter la vulnérabilité d'autres constructions ;
- Les travaux et aménagements destinés à renforcer les constructions ou installations existantes pour faire face aux effets des risques technologiques, objet du présent règlement, en cas d'accident ;
- Les changements de destination ou d'usage des constructions existantes à la date d'approbation du PPRT, destinés uniquement à l'implantation d'une nouvelle activité, sans augmentation des unités de logement, de la capacité d'accueil, ni de la vulnérabilité des personnes exposées ;
- L'extension des activités existantes à la date d'approbation du PPRT à conditions :
 - de ne pas créer un nouveau logement, un établissement ou une activité sensible ;
 - d'être limitée à 50% de la surface totale des bâtiments existant à la date d'approbation du PPRT ;
- L'extension de maisons d'habitations individuelles existantes à la date d'approbation du PPRT à conditions :
 - de ne pas créer un nouveau logement, un établissement ou une activité sensible ;
 - d'être limitée à 50% de la surface de plancher existante à la date d'approbation du PPRT ;
- L'entretien et le réaménagement d'infrastructures et d'équipements d'**intérêt général** et des équipements nécessaires à leur exploitation sous réserve que leur vulnérabilité soit restreinte et qu'ils n'augmentent pas le risque.
- Les constructions de type garage ou abris de jardin ne présentant aucune vulnérabilité dans la mesure où ils n'ont pas vocation à accueillir de population.

Article 3 - Dispositions constructives à respecter (prescriptions) en zones B

Tous projets autorisés, hormis les constructions de type garage ou abris de jardins et les activités, doivent permettre d'assurer la protection des personnes et être réalisés en respectant les objectifs de performance ci-dessous, en fonction de la zone où se situe le projet.

Les activités doivent mettre en œuvre les obligations en matière de sécurité des personnes, dans le cadre des réglementations qui sont applicables à leur activité. Ces mesures peuvent consister en des mesures de protection, de réduction de la vulnérabilité ou d'organisation de l'activité. Dans le cadre de mesures de réduction de la vulnérabilité, les objectifs de performance ci-dessous doivent être respectés, en fonction de la zone où se situe le projet.

En zone B1 et B4 :

Les projets, autorisés à l'article 2 de la présente section et localisés dans un secteur impacté par des effets toxiques des zones B1 et B4 (cf. cartes en annexes du règlement du PPRT) doivent permettre d'assurer la protection des personnes et être réalisés en respectant les objectifs de performance pour les effets toxiques. Pour ces effets, il est créé un ou plusieurs locaux de confinement dont le niveau de perméabilité à l'air (n50) doit permettre de respecter le taux d'atténuation cible donné par la carte en annexe 3.1 du présent règlement.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à un ou des effet(s) moindre(s) que celui ou ceux mentionné(s) dans les cartes des annexes 1 à 3, le projet doit permettre d'assurer la protection des personnes pour cet ou ces effet(s).

Ces projets font l'objet d'une étude préalable qui détermine les conditions de réalisation des constructions répondant aux objectifs de performance ci-dessus ou à ceux fixés dans l'étude démontrant des aléas moindres.

En zone B2 et B3 :

Les projets autorisés à l'article 2 de la présente section et localisés dans un secteur impacté par des effets de surpression et/ou toxiques des zones B2 et B3 (cf. cartes en annexes du règlement du PPRT) doivent permettre d'assurer la protection des personnes et être réalisés en respectant les objectifs de performance ci-après :

- pour les effets de surpression, l'intensité et les caractéristiques de l'onde de surpression sont données par les cartes en annexe 1.1 et 1.2 du présent règlement ;
- pour les effets toxiques, il est créé un ou plusieurs locaux de confinement dont le niveau de perméabilité à l'air (n50) doit permettre de respecter le taux d'atténuation cible donné par la carte en annexe 3.1 du présent règlement.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à un ou des effet(s) moindre(s) que celui ou ceux mentionné(s) dans les cartes des annexes 1 à 3, le projet doit permettre d'assurer la protection des personnes pour cet ou ces effet(s).

Ces projets font l'objet d'une étude préalable qui détermine les conditions de réalisation des constructions répondant aux objectifs de performance ci-dessus ou à ceux fixés dans l'étude démontrant des aléas moindres.

Article 4 - Conditions d'utilisation en zones B

- Pour les travaux autorisés au présent chapitre, quel qu'en soit le type, le maître d'ouvrage, ou son représentant :
 - ▶ met en place tous les moyens nécessaires afin de réduire au mieux la durée d'intervention des entreprises ;
 - ▶ informe, au préalable, de la présence des risques et de la conduite à tenir en cas d'accident.
- Dans toute nouvelle construction accueillant des personnes, une signalisation adaptée indique la conduite à tenir en cas d'accident majeur et en matérialisant notamment le cheminement permettant d'atteindre le local de confinement le plus proche ;
- Tout usage des terrains susceptible d'augmenter et donc d'aggraver l'exposition des personnes au risque est interdit. Ainsi on veillera à ne pas créer d'aires de stationnement, d'itinéraires pédestres ou de voies cyclables, d'aire de jeux et de loisirs et toutes autres zones destinées à regrouper des personnes ;
- Le stationnement des véhicules de Transports de Matières Dangereuses (TMD) sur la voie publique est interdit ;
- L'occupation de caravane, camping-car ou tout autre type de véhicules habités est interdit ;
- La création de nouvelles lignes et/ou de nouveaux arrêts de transports en commun est interdite ;
- La vente ambulante est interdite.

Article 5 - Conditions d'exploitation en zones B

Seules sont autorisées les activités sans fréquentation permanente nécessaires à l'exploitation des terres agricoles ou à l'exploitation et à l'entretien des espaces naturels, ainsi que les activités nécessaires au bon fonctionnement des services d'intérêt général.

VERSION
PROJET

Chapitre V - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE GRISE

La zone grisée correspond aux limites prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de l'établissement INEOS ENTERPRISE FRANCE SAS. Il convient de ne pas y augmenter le nombre de personnes présentes par de nouvelles implantations autres que celles de l'établissement à l'origine du risque.

Cette zone n'a pas vocation à la construction ou à l'installation d'autres locaux habités ou occupés par des tiers ou de nouvelles voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte et à l'exploitation des installations industrielles.

Section 1 - Dispositions régissant les projets nouveaux en zone grise

Article 1 - Projets nouveaux interdits en zone grise

Sont interdits tous les projets nouveaux à l'exception de ceux mentionnés dans l'article 2 de la présente section.

Article 2 - Projets nouveaux autorisés sous conditions en zone grise

Sont autorisés sous réserve de respecter les prescriptions associées :

- tout aménagement, construction, reconstruction, ouvrage ou installation indispensable au fonctionnement ou au développement de l'établissement à l'origine du risque sous réserve :

- de ne pas en aggraver les aléas en dehors de la zone grisée,
- de ne pas être composée d'une surface vitrée en façade exposée au risque,
- de ne pas nécessiter une présence humaine permanente, en dehors de celle nécessaire à l'exploitation du site à l'origine du risque
- de ne pas accueillir de public.

- tout aménagement, construction, ouvrage ou installation destinés à réduire les effets des phénomènes dangereux générés par l'entreprise à l'origine du risque,

- les équipements sans personnel permanent destinés à la production d'énergie renouvelable à condition que ceux-ci n'entraînent pas une aggravation de l'aléa,

- les nouvelles infrastructures nécessaires à la desserte des nouvelles constructions autorisées,

- les travaux d'entretien courant.

- les travaux d'exhaussement, d'affouillement et de clôture

Article 3 - Dispositions constructives à respecter (prescriptions) en zone grise

Sans objet au titre du PPRT.

Article 4 - Conditions d'utilisation en zone grise

Sans objet au titre du PPRT.

Article 5 - Conditions d'exploitation en zone grise

Sans objet au titre du PPRT.

Section 2 - Dispositions régissant les projets concernant les biens et activités existants en zone grise

Article 1 - Projets sur biens existants interdits en zone grise

Hormis ceux mentionnés à l'article 2 de la présente section, tous les projets sur biens et activités existants, à la date d'approbation du PPRT, sont interdits.

Article 2 - Projets sur biens existants autorisés sous conditions en zone grise

Sont autorisés sous réserve de respecter les prescriptions associées :

- les démolitions, reconstructions, extensions, aménagements, ou modifications des constructions à usage d'activités existantes et les aménagements de leur terrain sous réserve d'être directement en lien avec l'entreprise Inéos, à l'origine du risque, et sous réserve :

- de ne pas en aggraver les aléas en dehors de la zone grisée ;
- de ne pas être composée d'une surface vitrée en façade exposée au risque ;
- d'accueillir une présence humaine strictement nécessaire à l'activité du site à l'origine du risque ;
- de ne pas accueillir de public.

- les modifications des ouvrages de protection des constructions et équipements existants,

- les modifications des infrastructures existantes strictement nécessaires soit :

- aux secours ;
- à l'activité à l'origine du risque ;
- au fonctionnement des services d'intérêt général.

- les modifications des équipements techniques de services publics (ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation d'eau potable, d'assainissement, de télécommunication...) sous réserve de ne pas générer de présence permanente ;

- les changements de destination de constructions existantes sous réserve de :

- diminuer le nombre de personnes exposées ;
- ne pas être destinés à l'habitation ou à un établissement recevant du public.

-les travaux d'entretien courant ;

-les travaux d'exhaussement, d'affouillement et de clôture.

Article 3 - Dispositions constructives à respecter (prescriptions) en zone grise

Sans objet au titre du PPRT.

Article 4 - Conditions d'utilisation en zone grise

Sans objet au titre du PPRT.

Article 5 - Conditions d'exploitation en zone grise

Sans objet au titre du PPRT.

TITRE III : MESURES FONCIÈRES

Afin de réduire le risque, à terme par l'éloignement des populations, le PPRT rend possible l'exercice des instruments de maîtrise foncière prévus par le code de l'urbanisme ou le code de l'expropriation :

- le droit de préemption : section 1
- le droit de délaissement : section 2
- l'expropriation des biens : section 3

Section 1 - Droit de préemption

Le droit de préemption peut être institué par délibération des communes de FROMERÉVILLE LES VALLONS, NIXÉVILLE-BLERCOURT et VERDUN), ou par l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent, sur l'ensemble du périmètre d'exposition aux risques délimité sur la carte de zonage réglementaire, dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme.

Il confère à ces communes le droit d'acquérir un immeuble ou partie d'immeuble, nu ou bâti, ainsi que certains droits immobiliers à un prix fixé à l'amiable ou par le juge de l'expropriation. Ce droit régi par le code de l'urbanisme ne peut s'exercer que si le bien fait l'objet, de la part de son propriétaire, d'une aliénation, volontaire ou non, à titre onéreux (vente, échange, adjudication ...). L'acquisition doit avoir pour finalité de réduire le risque technologique.

Dans toute zone de préemption d'un PPRT, et en dehors de tout secteur de délaissement possible ou d'expropriation, tout propriétaire immobilier peut demander à la personne publique titulaire du droit de préemption d'acquérir son bien dans les conditions prévues par l'article L. 211-5 du code de l'urbanisme. Cette personne publique n'est pas tenue de procéder à cette acquisition.

Le PPRT ayant été approuvé, cette instauration n'est possible que si la commune est dotée d'un POS rendu public ou d'un PLU approuvé (art. L.211-1 du code de l'urbanisme). En revanche, contrairement au droit de préemption urbain ordinaire, ce droit n'est pas limité aux seules zones urbaines ou à urbaniser et pourra s'appliquer à tout type de zone de risque ordinaire du PPRT couverte par le document d'urbanisme : zone naturelle, agricole, commerciale, industrielle, etc. Cette délibération peut intervenir à tout moment dès lors que cette double condition de planification est remplie. Le propriétaire d'un immeuble situé dans la zone de préemption ainsi instituée :

- peut proposer au titulaire de ce droit l'acquisition de ce bien et le prix qu'il en demande,
- doit, s'il a l'intention de céder son immeuble à titre onéreux (vente, échange, etc.), manifester cette intention par une déclaration à la mairie et préciser le prix et les conditions de l'aliénation projetée.

Dans les deux cas, la commune ou l'EPCI est libre d'exercer ou non ce droit, de manière expresse ou tacite (non réponse dans les deux mois), après consultation du service des domaines, à un prix fixé à l'amiable ou, en l'absence d'accord, par le juge de l'expropriation. Aucune aide financière de l'État ou de l'exploitant des installations à l'origine des aléas n'est prévue pour l'exercice de ce droit.

La décision de préemption doit être expressément motivée au regard des actions ou opérations mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme. Les preneurs, locataires ou occupants de locaux situés dans le bien acquis ne peuvent s'opposer à des travaux sur ces locaux, y compris à leur démolition, moyennant une indemnisation, s'il y a lieu.

Section 2 - Droit de délaissement

En application de l'article L.515-16 II du Code de l'Environnement, « en raison de l'existence de risques importants d'accident à cinétique rapide présentant un danger grave pour la vie humaine » un secteur a été défini comme devant faire l'objet d'instauration potentielle du droit de délaissement sur les communes de Fromeréville-les-Vallons et Verdun. Ce secteur, dénommé **De** sur le plan de zonage réglementaire, situé dans la zone r1, correspondant à **deux maisons** situées en zone d'aléa toxique F+. Sur la commune de Fromeréville-les-Vallons, sont concernées les parcelles OD 455 et OD 456a et sur la commune de Verdun est concernée la parcelle CZ 87.

Le droit de délaissement, régi par le code de l'urbanisme (partie législative, livre II, titre 3), confère au propriétaire d'un bâtiment ou partie de bâtiment situé dans un secteur de délaissement possible, la possibilité d'exiger l'acquisition de ce bien, par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, à un prix fixé à l'amiable ou par le juge de l'expropriation, pendant une durée de six ans à compter de la date de signature de la convention prévue à l'article L. 515-19 du code de l'environnement ou de la mise en place de la répartition par défaut des contributions mentionnées à ce même article. La procédure de délaissement suit les dispositions des articles L230-1 et suivants du code de l'urbanisme.

L'instauration du droit de délaissement est d'abord conditionnée par l'approbation préalable du plan de prévention des risques technologiques (PPRT). En outre, l'exercice de ce droit est subordonné à la conclusion d'une convention tripartite signée entre l'État, les collectivités et l'industriel à l'origine du risque sur le financement des mesures de délaissement ou de la mise en œuvre du mécanisme de financement par défaut.

Section 3 - Expropriation des biens

Dans le cadre du présent PPRT, aucune mesure foncière d'expropriation n'est envisagée.

Section 4 - Devenir des immeubles préemptés, délaissés ou expropriés

Selon l'article L. 515-20 du code de l'environnement, « les terrains situés dans le périmètre du plan de prévention des risques technologiques que les communes ou leurs groupements et les établissements publics mentionnés à la dernière phrase du II de l'article L. 515-16 ont acquis par préemption, délaissement ou expropriation peuvent être cédés à prix coûtant aux exploitants des installations à l'origine du risque. L'usage de ces terrains ne doit pas aggraver l'exposition des personnes aux risques ».

TITRE IV : MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS

CHAPITRE I - MESURES DE RÉDUCTION DE LA VULNÉRABILITÉ

Section 1 - Limitation du coût des mesures de réduction de la vulnérabilité sur les biens existants, délai de réalisation et exclusion

Le Code de l'Environnement (CE) prévoit que le coût des travaux prescrits dans le présent chapitre ne peut excéder ni la limite de 10% de la valeur vénale ou estimée du bien concerné (article R515-42) ni en tout état de cause (article L515-16 IV) :

- 20 000 €, lorsque le bien concerné est la propriété d'une personne physique,
- 5% du chiffre d'affaires de la personne morale l'année d'approbation du plan, lorsque le bien est la propriété d'une personne morale de droit privé,
- 1% du budget de la personne morale l'année d'approbation du plan, lorsque le bien est la propriété d'une personne morale de droit public.

Les mesures prescrites dans le présent chapitre doivent être réalisées dans un délai de huit (8) ans à compter de la date d'approbation du PPRT dans les zones de type « R », « r », « B » et le secteur « De » de la zone de type « r ».

Les prescriptions du présent chapitre concernent le bâti et ne s'appliquent pas aux bâtiments techniques ou à destination de stockage ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

Section 2 - Mesures de réduction de la vulnérabilité obligatoire en zone R

Les activités existantes à la date d'approbation du PPRT définissent et mettent en œuvre les obligations en matière de sécurité des personnes, dans le cadre des réglementations qui sont applicables à leur activité. Ces mesures peuvent consister en des mesures de protection, de réduction de la vulnérabilité ou d'organisation de l'activité. En complément de ces mesures, des travaux simples et efficaces permettant d'améliorer la protection des opérateurs sur les postes permanents de travail peuvent être réalisés.

Section 3 - Mesures de réduction de la vulnérabilité obligatoire en zones r

En zone r1 :

- Pour les biens à usage d'habitations existants à la date d'approbation du PPRT et localisés dans un secteur impacté par des effets toxiques (cf. cartes en annexes du règlement du PPRT), des travaux de réduction de la vulnérabilité sont réalisés par le propriétaire afin d'assurer la protection des occupants de ces biens pour les effets toxiques. Pour ces effets, il est créé un ou plusieurs locaux de confinement dont le niveau de perméabilité à l'air (n50) doit permettre de respecter le taux d'atténuation cible donné par la carte en annexe 3.1 du présent règlement.
Ces mesures devront être mises en œuvre dans un délai de 8 ans à partir de la date d'approbation du PPRT.
Lorsqu'une étude démontre qu'un bien existant est exposé à un ou des effet(s) moindre(s) que celui ou ceux mentionné(s) dans les cartes des annexes 1 à 3, les travaux de réduction de la vulnérabilité doivent permettre d'assurer la protection des personnes pour cet ou ces effet(s).
- Pour les activités existantes à la date d'approbation du PPRT, il doit être défini et mis en œuvre les obligations en matière de sécurité des personnes, dans le cadre des réglementations qui sont applicables à leur activité. Ces mesures peuvent consister en des mesures de protection, de réduction de la vulnérabilité ou d'organisation de l'activité. En complément de ces mesures, des travaux simples et efficaces permettant d'améliorer la protection des opérateurs sur les postes permanents de travail peuvent être réalisés.

En zone r2 :

Les activités existantes à la date d'approbation du PPRT définissent et mettent en œuvre les obligations en matière de sécurité des personnes, dans le cadre des réglementations qui sont applicables à leur activité. Ces mesures peuvent consister en des

mesures de protection, de réduction de la vulnérabilité ou d'organisation de l'activité. En complément de ces mesures, des travaux simples et efficaces permettant d'améliorer la protection des opérateurs sur les postes permanents de travail peuvent être réalisés.

En zone r3 :

Sans objet.

Section 4 - Mesures de réduction de la vulnérabilité obligatoire en zones B

En zone B1 et B4 :

Pour les biens existants à la date d'approbation du PPRT et localisés dans un secteur impacté par des effets toxiques (cf. cartes en annexes du règlement du PPRT), des travaux de réduction de la vulnérabilité sont réalisés par le propriétaire afin d'assurer la protection des occupants de ces biens pour les effets toxiques. Pour ces effets, il est créé un ou plusieurs locaux de confinement dont le niveau de perméabilité à l'air (n50) doit permettre de respecter le taux d'atténuation cible donné par la carte en annexe 3.1 du présent règlement.

Ces mesures devront être mises en œuvre dans un délai de 8 ans à partir de la date d'approbation du PPRT.

Lorsqu'une étude démontre qu'un bien existant est exposé à un ou des effet(s) moindre(s) que celui ou ceux mentionné(s) dans les cartes des annexes 1 à 3, les travaux de réduction de la vulnérabilité doivent permettre d'assurer la protection des personnes pour cet ou ces effet(s).

En zone B2 :

Les activités existantes à la date d'approbation du PPRT définissent et mettent en œuvre les obligations en matière de sécurité des personnes, dans le cadre des réglementations qui sont applicables à leur activité. Ces mesures peuvent consister en des mesures de protection, de réduction de la vulnérabilité ou d'organisation de l'activité. En complément de ces mesures, des travaux simples et efficaces permettant d'améliorer la protection des opérateurs sur les postes permanents de travail peuvent être réalisés.

En zone B3 :

Pour les biens existants à la date d'approbation du PPRT et localisés dans un secteur impacté par des effets de surpression et/ou toxiques (cf. cartes en annexes du règlement du PPRT), des travaux de réduction de la vulnérabilité sont réalisés par le propriétaire afin d'assurer la protection des occupants de ces biens pour :

- les effets de surpression dont l'intensité et les caractéristiques de l'onde de surpression sont données par les cartes en annexes 1.1 et 1.2 du présent règlement ;
- les effets toxiques. Pour ces effets, il est créé un ou plusieurs locaux de confinement dont le niveau de perméabilité à l'air (n50) permet de respecter le taux d'atténuation cible donné par la carte en annexe 3.1 du présent règlement.

Ces mesures devront être mises en œuvre dans un délai de 8 ans à partir de la date d'approbation du PPRT.

Lorsqu'une étude démontre qu'un bien existant est exposé à un ou des effet(s) moindre(s) que celui ou ceux mentionné(s) dans les cartes des annexes 1 à 3, les travaux de réduction de la vulnérabilité doivent permettre d'assurer la protection des personnes pour cet ou ces effet(s).

CHAPITRE II - MESURES RELATIVES À L'UTILISATION ET À L'EXPLOITATION EN ZONES DE TYPE « R », « r », « B »

Article 1 - Transport de matières dangereuses

Le stationnement des véhicules de Transport de Matières Dangereuses sur la voie publique à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques est interdit. La signalisation de cette interdiction est mise en place par le gestionnaire de la voie dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du présent PPRT.

Article 2 - Infrastructures

- Infrastructures routières

Le maître d'ouvrage, son représentant ou le gestionnaire exploitant du réseau, met en place tous les moyens afin de réduire au mieux la durée d'intervention des entreprises et d'informer, au préalable, de la présence des risques et des conduites à tenir en cas d'accident. Les aires d'attente et de stationnement sont interdites à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques. Le maître d'ouvrage, son représentant ou le gestionnaire exploitant du réseau a un délai de un an à compter de la date d'approbation du PPRT pour faire appliquer cette mesure

- Voies ferrées

Le gestionnaire (et/ou le propriétaire et/ou tout autre utilisateur) des voies ferrées présentes dans le périmètre d'exposition aux risques prend toutes les dispositions nécessaires, conformes au Plan Particulier d'Intervention (PPI), pour assurer la protection des voyageurs.

- Sentiers de randonnées / pistes cyclables

Une signalisation claire et visible informant les usagers des risques et de la conduite à tenir en cas d'accident est mise en place. La commune (et/ou le gestionnaire des sentiers/pistes) a un délai de un an à compter de la date d'approbation du PPRT pour faire appliquer cette mesure.

- Équipements urbains

Les mesures de réduction de la vulnérabilité consistent à supprimer les aires, équipements et mobiliers urbains favorisant l'arrêt des usagers (aires de pique-nique, aires de jeux, bancs, etc.). La commune a un délai de deux ans à compter de la date d'approbation du PPRT pour faire appliquer cette mesure.

- Transports en commun / transports scolaires

Le propriétaire et/ou le gestionnaire des services de transports en commun et/ou de transports scolaires doit modifier les itinéraires de ramassage à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques. Les arrêts de transports en commun sont interdits à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques. Le propriétaire et/ou le gestionnaire a un délai de deux ans à compter de la date d'approbation du PPRT pour faire appliquer cette mesure et déplacer ses aires d'arrêt.

Article 3 - Bâtiments ERP / locaux d'activités

L'affichage des consignes de sécurité vis-à-vis des risques technologiques présents est obligatoire dans les établissements recevant du public (ERP) et les locaux d'activités. La commune et/ou le gestionnaire et/ou le propriétaire a un délai d'un an à compter de la date d'approbation du PPRT pour faire appliquer cette mesure.

Article 4 - Autres

L'occupation des caravanes, camping-car ou tout autre type de véhicules habités est interdite à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques. La commune a un délai d'un an à compter de la date d'approbation du PPRT pour faire appliquer cette mesure et mettre la signalisation de cette interdiction en place.

CHAPITRE III - MESURES DE SAUVEGARDE ET D'INFORMATION DES POPULATIONS

Conformément aux dispositions de la loi du 31 juillet 2003 relative notamment à la prévention des risques technologiques et naturels, tous les deux ans au moins, à compter de l'approbation du présent PPRT, les maires des communes concernées organiseront l'information des populations sur l'existence et le contenu du présent PPRT, suivant des formes qui leur paraîtront adaptées, et avec le concours, en tant que de besoin, des services de l'État.

Ils réaliseront également leur Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) à partir du Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) et des Porter à Connaissance réalisés et fournis par le Préfet.

Conformément aux dispositions de la loi du 13 août 2004 relative à la modernisation de la Sécurité Civile, les maires des communes concernées réaliseront également, avec le concours en tant que de besoin des services de l'État, un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) destiné à organiser les secours et les moyens de protection et de sauvegarde de la population.

TITRE V : SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Il s'agit des mesures instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement et les servitudes instaurées par les articles L. 5111-1 à L. 5111-7 du code de la défense.

Les servitudes existantes de ce type ont été reprises dans le présent règlement. Cela concerne les servitudes imposées par :

- L'arrêté Préfectoral n° 2473-6-88 du 24 juin 1988 ;
- L'arrêté Préfectoral n° 2007-2941 du 17 octobre 2007.

TITRE VI : ANNEXES

Cartes de caractérisation des effets de surpression, thermiques et toxiques

Ces cartes sont destinées à déterminer les objectifs de performance à atteindre pour assurer la protection des occupants des bâtiments existants ou projetés concernés par le respect de dispositions constructives.

Mode d'emploi

Ce mode d'emploi a pour objectif d'accompagner le lecteur dans l'exploitation des cartes des présentes annexes. Il donne les indications nécessaires pour déterminer, en fonction de la position d'un projet ou d'un bien donné, les objectifs de performance à atteindre pour respecter les dispositions du présent règlement.

Au préalable, le projet autorisé par le présent règlement ou le bien existant aura été localisé sur la carte de zonage du PPRT afin de déterminer les dispositions constructives imposées par le présent règlement.

Chaque carte d'effets comporte une superposition du plan de zonage (avec les différentes zones réglementaires de type R, r, et B) et de la carte d'intensité des effets considérés pour faciliter le repérage. À noter :

- Pour les effets de surpression, la carte des intensités est complétée par une carte permettant de caractériser le type et la durée de l'onde de surpression. Ainsi, pour le cas de la surpression, l'objectif de performance est défini :
 - par une intensité de surpression exprimée en mbar ;
 - un type d'onde (onde de choc ou déflagration) ;
 - une durée du signal exprimée en ms.
- Pour les effets thermiques, la vulnérabilité du bâti est fonction du type d'effets. La carte fournie permet de déterminer les objectifs de performance à atteindre pour des effets thermiques continus.
- Pour les effets toxiques, la carte fournie permet de déterminer un taux d'atténuation cible qui dépend du produit toxique considéré et de l'objectif de performance assigné au dispositif de protection (concentration dans le local après 2 heures de confinement inférieure au seuil des effets irréversibles défini pour une durée d'exposition de 2 heures pour tout produit toxique susceptible de dispersion atmosphérique accidentelle).

Il est rappelé que le règlement prévoit que lorsqu'une étude démontre qu'un bien existant ou un projet est exposé à une intensité moindre que celle mentionnée dans les cartes des annexes 1 à 3, les travaux de réduction de la vulnérabilité permettent d'assurer la protection des personnes pour cette intensité.

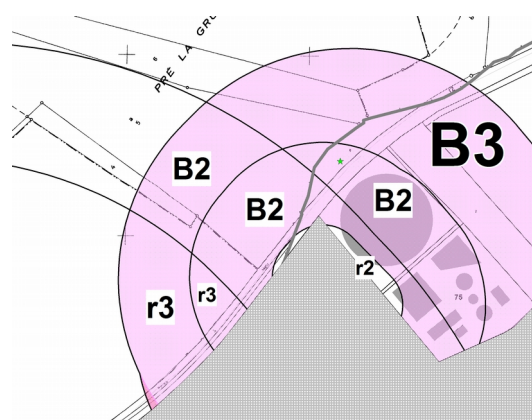
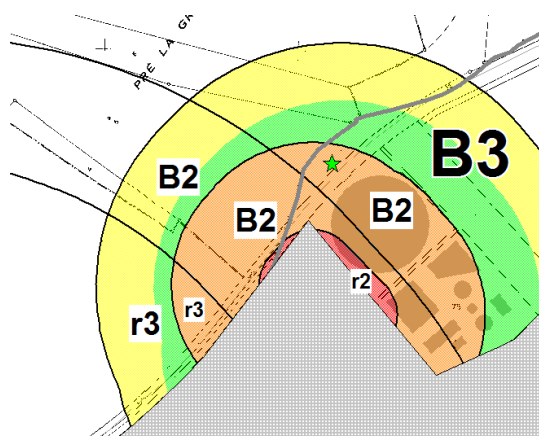
IMPORTANT : Dans le cas d'un bien ou d'un projet soumis à des objectifs de performance pour plusieurs effets, il convient de décliner les points suivants pour chaque type d'effet concerné (surpression, thermique et/ou toxique). Dans le cas des exemples développés ci-dessous, l'analyse ne concerne que l'effet objet du titre du paragraphe concerné, ce qui n'exclut pas que le bien ou projet cité dans chaque exemple soit concerné par d'autres effets.

1. Détermination des objectifs de performance pour le cas d'une protection vis-à-vis des effets de surpression

Il convient de localiser le bien ou le projet sur chacune des deux cartes jointes à l'annexe 1. La carte de l'annexe 1.1 permet de déterminer l'intensité à laquelle le bien ou le projet est soumis en fonction du code couleur défini sur la carte : 35 – 50 – 140 ou 200 mbar. Pour une intensité supérieure à 200 mbar, une étude spécifique doit être menée pour la déterminer plus précisément.

La carte de l'annexe 1.2 permet de déterminer le type d'onde (onde de choc ou déflagration) et la durée d'application (20 – 100 – 150 ou 1000 ms). Pour une durée d'application supérieure à 1000 ms pour le cas d'une déflagration, une étude spécifique doit être menée pour la déterminer plus précisément.

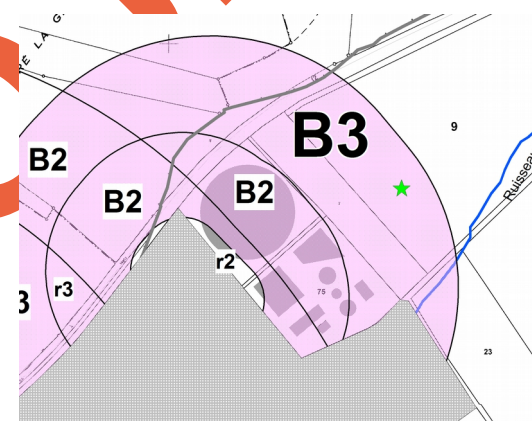
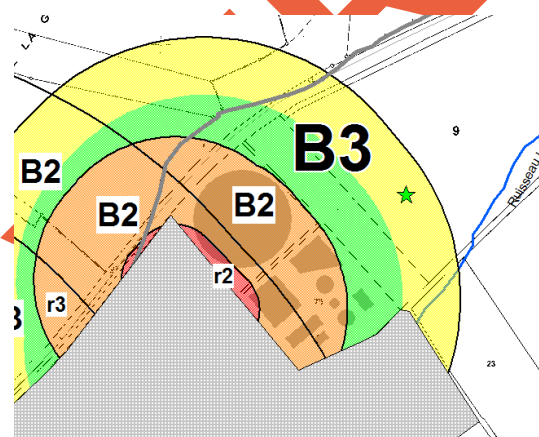
Exemple 1 : un projet localisé en zone B2 comme indiqué sur l'extrait de la carte de zonage ci-dessous (projet représenté par une étoile verte) :



L'examen des cartes de l'annexe 1 permet de définir les objectifs de performance de protection des personnes vis-à-vis des effets de surpression :

- intensité (carte de l'annexe 1.1) : 140 mbar,
- type d'onde et durée du signal (carte de l'annexe 1.2) : onde de choc avec un temps d'application de 100 ms.

Exemple 2 : un projet localisé en zone B3 comme indiqué sur l'extrait de la carte de zonage ci-dessous (projet représenté par une étoile verte) :



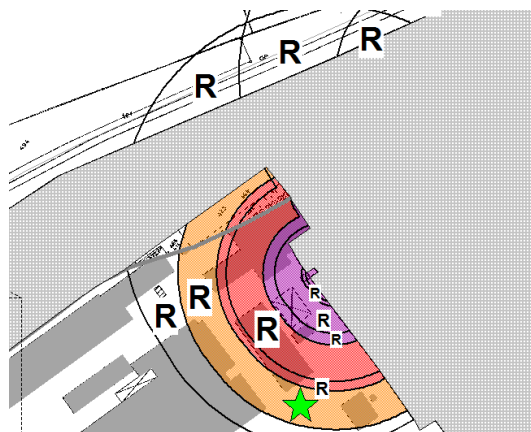
L'examen des cartes de l'annexe 1 permet de définir les objectifs de performance de protection des personnes vis-à-vis des effets de surpression :

- intensité (carte de l'annexe 1.1) : 35 mbar,
- type d'onde et durée du signal (carte de l'annexe 1.2) : onde de choc avec un temps d'application de 100 ms.

2. Détermination des objectifs de performance pour le cas d'une protection vis-à-vis des effets thermiques

Il convient de localiser le bien ou le projet sur la carte de l'annexe 2.1 qui permet de déterminer l'intensité à laquelle le bien ou le projet est soumis en fonction du code couleur défini sur la carte : 5 ou 8 kW/m² pour les effets continus. Pour une intensité supérieure à 8 kW/m², une étude spécifique doit être menée pour la déterminer plus précisément. Pour des caractéristiques supérieures à ces seuils, une étude doit être menée par le porteur de projet pour les déterminer plus précisément.

Exemple 3 : un projet localisé en zone R comme indiqué sur l'extrait de la carte de zonage ci-dessous (projet représenté par une étoile verte) :



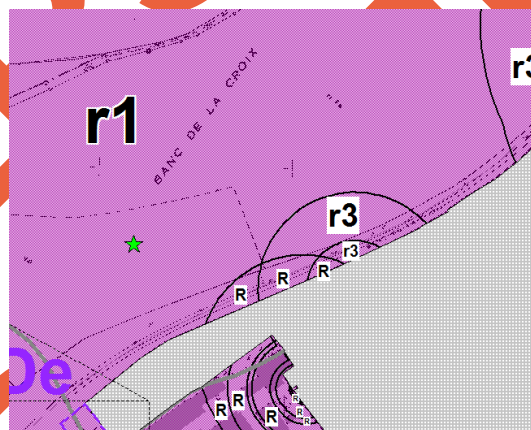
Extrait de la carte de l'annexe 2.1
Effets thermiques : Thermique continu

L'examen de la carte de l'annexe 2.1 permet de définir les objectifs de performance de protection des personnes vis-à-vis des effets thermiques continus avec une intensité de 5 kW/m².

3. Détermination des objectifs de performance pour le cas d'une protection vis-à-vis des effets toxiques

Il convient de localiser le bien ou le projet sur la carte jointe à l'annexe 3.1. Cette carte permet de déterminer le taux d'atténuation cible à prendre en considération pour dimensionner le local de confinement. Ce taux est de 1,22 – 2,94 ou 12,73% en fonction de la zone considérée.

Exemple 4 : un projet localisé en zone r1 comme indiqué sur l'extrait de la carte de zonage ci-dessous (projet représenté par une étoile verte) :



Extrait de la carte de l'annexe 3.1
Effets toxiques

L'examen de la carte de l'annexe 3.1 permet de définir l'objectif de performance de protection des personnes vis-à-vis des effets toxiques avec un taux d'atténuation cible de 1,22%.

ANNEXE 1 : EFFETS DE SURPRESSION

ANNEXE 1.1 : CARTE DES INTENSITÉS

ANNEXE 1.2 : CARTE DE CARACTÉRISATION DE L'ONDE DE SURPRESSION (TYPE ET DURÉE)

ANNEXE 2 : EFFETS THERMIQUES

ANNEXE 2.1 : CARTE DES INTENSITÉS POUR LES EFFETS THERMIQUES CONTINUS

ANNEXE 3 : EFFETS TOXIQUES

ANNEXE 3.1 : CARTE DÉFINISSANT LE TAUX D'ATTÉNUATION CIBLE

**VERSION
PROJET**